

## UN ARC-EN-CIEL AU HONDURAS

**Pas facile de lutter pour les droits LGBTI dans un pays dans un pays marqué par le machisme, le fanatisme religieux et la violence des gangs. L'association Arcoiris s'y efforce depuis seize ans.**



Petit pays d'Amérique centrale extrêmement militarisé, aux violences domestiques endémiques, aux narcotrafiquants et à la corruption en haut lieu, le Honduras fait rarement parler de lui en Europe. Et pourtant, depuis les élections de décembre 2017 qui ont vu la réélection du très controversé – et soupçonné de corruption – Juan Orlando Hernandez, les manifestations populaires dans les rues de la capitale, Tegucigalpa, sont quotidiennes et les lois sont de plus en plus restrictives. La situation y est donc extrêmement dangereuse pour les personnes qui défendent leurs droits fondamentaux, en particulier pour les personnes LGBTI.

Malgré les risques que ses collaborateurs encourent quotidiennement, l'Association Arcoiris («arc-en-ciel» en espagnol) se bat sur plusieurs fronts depuis sa fondation en 2003: améliorer la santé sexuelle, faire de la sensibilisation auprès de la population pour l'acceptation des LGBTI, à commencer souvent par leurs propres familles, et

surtout inscrire dans la constitution hondurienne des lois de protection et de non-discrimination.

### **Le cadre légal**

Sur le papier, le Honduras est un pays progressiste et protecteur envers ses populations vulnérables. Selon le rapport 2019 de ILGA, le Honduras présente une large protection pour les personnes LGBT car l'acte sexuel n'est pas illégal, les crimes de haine sont punissables, et l'incitation à la haine et à la violence est interdite.

En 2015, le Honduras s'est même permis de donner des leçons sur la protection des LGBTI à l'Ouzbékistan, lors de son examen périodique universel devant les Nations Unies, et a encouragé cet État d'Asie centrale à prendre des mesures contre la discrimination de cette population.

### **...Et la réalité**

Cependant, ces lois par ailleurs lacunaires ne sont pas ou peu appliquées, et dans les rues de Tegucigalpa ou de Comayagüela, agglomération contigüe à la capitale où sont regroupés la plupart des personnes LGBTI et des associations, le quotidien est d'une rare violence. En effet, rien qu'en 2019, quinze personnes trans\*, six gays et une lesbienne se sont fait assassiner en raison de leur orientation sexuelle et identité de genre.

«Ces chiffres sont ceux rattachés explicitement à des crimes homo et transphobes, mais il y a, à ce jour, 326 meurtres classés comme féminicides ou homicides dont certains pourraient être des crimes de haine contre la population LGBTI», souligne Esdra Sosa, co-coordinatrice d'Arcoiris et dont le travail est précisément de faire des recherches sur ces morts. «Il faut vérifier ces faits d'une part pour prévenir les familles et, d'autre part, pour documenter et réclamer justice.» L'un des plus grands problèmes au Honduras est l'impunité, et pour cause: «Nous avons répertorié que les violences contre les LGBTI sont majoritairement commises par la police et autres forces armées présentes dans le pays extrêmement militarisé», déplore Esdra Sosa. «Les discours de haine des églises fondamentalistes font également de grands dégâts, car la religion a une grande importance dans de nombreuses familles, qui souvent rejettent leurs enfants LGBTI. Ceux-ci se retrouvent à la rue et sont donc encore davantage vulnérables. D'ailleurs de nombreux gays et lesbiennes ont une double vie, sont mariés, vont à l'église, etc. Mais pour beaucoup d'autres, la situation est invivable et ils choisissent d'émigrer.»

### **Soutien et fierté**

Dans le combat pour une reconnaissance sociale, Arcoiris et les 21 autres associations LGBTI honduriennes ont trouvé des alliés dans la communauté internationale et certaines ambassades. Des membres des ambassades d'Allemagne, du Canada, du Mexique ou de l'Union européenne ont notamment commencé à défiler aux côtés des organisations lors de célébrations, dont le 17 mai, Journée mondiale contre l'homo- et

la transphobie. La «Marche contre la haine» a rassemblé près de 1000 personnes, ce qui n'est pas rien pour le Honduras.

Par contre, la Pride prévue le 21 juin a été interdite en raison de sa date trop proche de celle de l'anniversaire du coup d'Etat. Esdra Sosa et ses collègues s'activent également pour faire changer la Constitution, notamment avec l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, l'adoption et la non-discrimination. «Il faut que la situation change pour les 400'000 LGBTI du Honduras, et nous allons commencer par modifier les lois pour être protégé·e·s», martèle la co-coordinatrice d'Arcoiris. «Ensuite les mœurs et les mentalités pourront évoluer aussi.»

Article en ligne : <https://360.ch/monde/54669-un-arc-en-ciel-au-honduras/>